

CONSEIL
DE TUTELLEDistr.
LIMITEET/COM.5/L.147
20 mars 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU PRESIDENT DE L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COPIE

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
Section camerounaise du Rassemblement Démocratique Africain
BUREAU DU COMITE DIRECTEUR SOUS MAQUIS

No 051/BCD/QD/AE

Maquis^{1/}, le 6 mars 1956Objet : Transmission d'une requête du Bureau politique
de l'UPC à la XVIIème session du Conseil de tutelleMonsieur le Secrétaire général de l'ONU
NEW-YORK

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous transmettre la requête citée ci-dessus en référence aux fins de transmission à l'actuelle session du Conseil de tutelle.

Elle est accompagnée des pièces suivantes^{2/} :

1. Deux articles du journal "LA PRESSE DU CAMEROUN" au sujet des activités politiques de M. Soppo Prise (pièces No 1 et 2)
2. Une copie de la lettre de M. Daniel KEMADJOU (pièce No 3)

Note du Secrétariat :

- 1/ Cette communication a été envoyée de Bamenda, Cameroun sous administration britannique.
- 2/ Les documents mentionnés comme annexes sont conservés par le Secrétariat et ils seront mis à la disposition des membres du Conseil de tutelle sur demande.

3. Lettre du Docteur AUJOULAT à M. KANGUE Malapert (pièce No 4)
4. Communiqué de presse No 10/BCD/M.1 (pièce No 6)
5. Un numéro du journal "LIBERTE" (pièce No 6)
6. Le No 1274 de "RADIO-PRESSE" du 3 juin (pièce No 7)

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de mes sentiments distingués.

Pour le Bureau Politique de l'UPC
Le Président
(signé) Félix-Roland MOUMIE

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
Section Camerounaise du Rassemblement Démocratique Africain
BUREAU DU COMITE DIRECTEUR SOUS MAQUIS

No 050/BDC/QD/AE

Maquis, le 6 mars 1956

Objet : Précisions a:s
Observations du Gouvernement français
sur les incidents d'avril-mai 1955 survenus
au Cameroun oriental.

Monsieur le Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies
NEW-YORK (U.S.A.)

Monsieur le Secrétaire général,

A la lumière des observations que le Gouvernement français a fournies au Conseil de tutelle sur les incidents d'avril-mai 1955 au Cameroun oriental en tant qu'Autorité administrante et des débats institués autour desdits incidents au Comité permanent des pétitions les 8 et 10 février 1956, nous avons l'honneur de vous apporter les précisions suivantes que nous vous demandons de bien vouloir transmettre à l'actuelle session du Conseil de tutelle afin qu'elle se prononce en toute connaissance de cause.

Pour plus de clarté nos objections sont classées en deux chapitres :

A - Répliques aux observations du Gouvernement français (cf. Doc.T/OBS.5/71 du 6 décembre 1955)

B - Précisions aux déclarations du Représentant spécial de l'Autorité administrante a/s de certaines pétitions relatives aux incidents d'avril-mai 1955, contenues dans le document T/C.2/L.215 du Conseil de tutelle.

Nous annexons à la présente pétition quelques documents importants^{1/} qui compléteront, nous osons l'espérer, nos arguments et édifieront les honorables membres du Conseil de tutelle sur la réalité des incidents dont le Gouvernement français rejette sur nous comme d'habitude la responsabilité. Ces documents

^{1/} Les documents mentionnés comme annexes sont conservés par le Secrétariat et ils seront mis à la disposition des membres du Conseil de tutelle sur demande.

sont d'autant plus édifiants qu'ils proviennent de trois personnages, loin de partager les idées extrémistes :

- Le Dr AUJOLAT qui est notoirement à la fois parrain et protégé politique du Gouverneur des colonies Roland PRE

- M. SOPPO PRISO Paul, Président de l'ATCAM et Conseiller de l'Union Française, personnage de la politique gouvernementale en tant que membre du parti socialiste S.F.I.O.

- M. Daniel KEMADJOU, Conseiller de l'Union Française, membre de la délégation française à l'ONU en 1954, apparenté au groupe R.G.R. (Rassemblement des Gauches Républicaines), l'un des partis de la majorité gouvernementale.

A - REPLIQUES AUX OBSERVATIONS DU GOUVERNEMENT FRANCAIS

I - Observations générales

La première remarque à faire est que l'Autorité administrante se livre à des attaques personnelles contre les dirigeants de l'UFC, ce dont elle a toujours fait preuve. Aussi bien en 1952 qu'en 1953, la délégation française à la IVème Commission de l'Assemblée générale de l'ONU, au lieu de répondre aux problèmes politiques soulevés par le pétitionnaire de l'UFC avait plutôt préféré s'attaquer à la personne de M. Ruben UM NYOBE, entité physique qui n'a rien de commun avec le programme politique présenté et défendu par l'UFC. Nous regrettons à nouveau ce fait et déclarons ne pouvoir répondre aux attaques de ce genre.

La deuxième remarque qui est la plus importante consiste dans le fait que le Gouvernement français se borne, dans ses observations, à annoncer directement et sans autre explication des faits qu'il est, par ailleurs, loin de prouver.

Comme nous l'affirmions dans notre mémoire au Conseil d'Etat français, "cette façon laconique d'exposer les faits et qui se retrouve dans beaucoup d'autres cas...montre le grand embarras dans lequel se trouve l'Administration pour expliquer les actes de violence policière et militaire exercés sur les populations du Cameroun durant de longs mois et particulièrement au cours du mois de mai 1955". Il est regrettable que le Comité permanent des pétitions n'ait pas cru opportun de demander audit gouvernement des pièces justificatives à l'appui de toutes ces observations. En pareille circonstance, - et surtout lorsqu'il s'agit de la vie des populations de tout un Territoire sous tutelle -

la production de preuves nous semble commandée.

Comment pourrait-on justifier valablement l'authenticité de pareilles allégations si ce n'est pas par tel procédé? Il n'est pas possible d'accorder du crédit aux déclarations d'une Puissance administrante dans de telles conditions, surtout lorsqu'on sait que l'UPC qui ne dispose pas d'autant de personnel et de matériel d'investigation que ladite Puissance a accompagné ses déclarations de preuves photographiques et de références authentiques.

Le Conseil de tutelle ne peut pas statuer en toute connaissance de cause en se référant aux observations du Gouvernement français dès lors que ledit Conseil de tutelle a refusé d'entendre la partie adverse en la personne de l'UPC. Il eut été plus préférable de confronter les deux thèses avant toute décision. Nous regrettons vivement que le Conseil de tutelle n'ait pas tenu compte de ces considérations pourtant essentielles à la conservation et à l'affermissement de la paix et de la sécurité internationales dont l'ONU est la gardienne. Notre regret est d'autant plus profond qu'il s'agit d'une décision qui crée un précédent dangereux pour le sort et le prestige du régime international de tutelle.

II - Quelques remarques

Nous ne croyons plus utile de porter réfutation aux diverses allégations contenues dans le document français pour plusieurs raisons. D'abord parce que le mémoire mis en annexe I à notre pétition No 040/BCD/QD/AE du 10 février 1956^{1/} est suffisamment explicite pour se passer de commentaire. Ensuite parce qu'il s'agit d'un chapelet de mensonges ahurissants pour lequel le démenti n'aurait qu'une valeur polémique. Ce document signale par exemple que YAPP Emmanuel avait été arrêté à DOUALA : ce qui constitue une monstruosité effarante. YAPP Emmanuel se trouvait à son poste de travail à la P.Z. à YAOUNDE quand il fut arrêté et écroué à la prison de cette ville; ce n'est que par la suite qu'il a été transféré à la prison de Douala. Cependant nous estimons nécessaire de rectifier certaines falsifications qui dénaturent la réalité, passant sous silence certains mensonges que notre mémoire au Conseil d'Etat a rectifiés, preuves à l'appui.

^{1/} Voir T/COM.5/L.144.

a - A propos du Règlement intérieur de l'UPC

A la page 6 du document français, nous lisons : "Le 10 novembre 1954, le Président de l'UPC envoie des instructions sur l'application du règlement intérieur dont l'esprit mérite d'être noté. "Ce règlement intérieur, précise-t-il, revêt un caractère confidentiel, le Comité directeur l'a voulu... Certaines notes peuvent être prises sur les principes directeurs par les membres présents, mais aucune référence articulatoire ne sera permise pour éviter certaines indiscretions... Le Président du Comité Central reste le seul détenteur du Code qu'il garde fermé à clef dans une caisse ou une armoire. Il reste entendu qu'il est lié par le secret et qu'il doit prêter serment manuscrit".

Certes, pareilles instructions ont été données à nos responsables, non point à cause d'un quelconque "plan clandestin" destiné à "prendre le gouvernement par la force" mais plutôt dans le but de permettre à nos militants de s'initier à la gestion des affaires du pays. D'ailleurs ce Règlement intérieur sur lequel se base le Gouvernement français pour expliquer l'idée d'un "plan" était déjà rendu public à la date du 30 novembre 1954, lorsqu'une perquisition générale illégale permit aux autorités françaises de mettre la main sur nos archives. D'autre part, Mme BOINET, 159, rue Montmartre, Paris, peut attester que ce document avait été imprimé à ses presses pour être vendu conformément à la loi française sur les publications; que ce document imprimé en brochures a été saisi et séquestré illégalement à la faveur des événements par la police administrative à Douala. Ensuite il faut signaler le fait que la contexture de ce Code n'a rien de militaire ni de paramilitaire. Au reste, s'il pouvait en être le cas le Gouvernement français n'hésiterait pas à exhiber le texte complet ou les passages dudit règlement traitant de la formation militaire destinée à "prendre le gouvernement par la force". Nous avons recommandé à nos divers organismes de se munir d'appareils photographiques de précision et de postes "Skymaster". D'abord - et c'est ce que le Gouvernement français passe sous silence et qui figure pourtant dans les instructions analytiques du 10 novembre 1954 - pour permettre à nos plaintes d'être étoffées de preuves photographiques, afin de confondre les pouvoirs publics qui ont souvent vu en nos pétitions des pièces à propagation de fausses nouvelles. C'est ainsi qu'à propos des nombreuses pétitions reçues tout dernièrement par le Conseil de tutelle en provenance du Cameroun oriental, "Le Gouvernement français a affirmé que des groupes minoritaires, avec le financement communiste, ont agité d'une manière étendue le

territoire sous tutelle" (New York Times, Thursday, February 9, 1956). Ensuite dans le souci de donner une formation politique à nos cadres. L'Autorité administrante se devrait de féliciter et d'encourager de telles initiatives qui rentrent dans le cadre des attributions que lui imposent la Charte et les Accords de tutelle. Or, elle a vu en cela des actes iconoclastes! En tout cas si posséder un poste de radio "Skymaster" et un appareil photographique de précision constituent la preuve de la subversion condamnable, l'O.N.U. serait la première coupable de pareille infraction et en serait la première victime, elle qui a érigé le droit pour les puissances administrantes de développer et de favoriser le progrès politique des populations autochtones, elle qui enfin est soucieuse de la publication et de la diffusion de ses travaux même par voie de radiodiffusion. Il faut enfin rendre hommage au gouvernement français qui, en faisant l'anatomie de nos moyens de formation des cadres montre combien notre mouvement entend respecter les dispositions de la Charte et la force de l'U.P.C. en tant qu'organisation consciente des responsabilités nationales qu'elle incarne. Un mouvement minoritaire qui n'a pas l'appui de la masse ne peut pas se permettre une organisation matérielle si idéologique. L'U.P.C. reste en conséquence reconnaissante pour l'objectivité bien qu'en maints endroits il se démente - dont le gouvernement a fait preuve contre lui d'ailleurs) en ce domaine. Puisse le Conseil de tutelle en tenir compte....!

b - Injures contre l'Administration et ses fonctionnaires

Tout au long de son exposé, le gouvernement français s'emploie à démontrer combien ses fonctionnaires et lui ont été injuriés par les leaders de l'U.P.C. Or, ce n'est pas lui qui peut oublier qu'en cette matière la loi française leur donne toutes les possibilités pour engager des poursuites contre les auteurs d'injures, diffamations et outrages à fonctionnaires. Le parquet qui est le défenseur des intérêts publics a le droit et même le devoir d'ouvrir des informations quand bien même les préjudiciables n'entendraient pas user de leurs droits. Or, les magistrats à la dévotion du gouvernement n'ont pas - exception faite pour les poursuites témoins du début de l'année 1955 en signe de prodromes de la répression judiciaire et militaire qui allait suivre - intenté des procès contre les prétendus auteurs d'insultes contre l'Administration.

Tout au contraire, dans bien des cas qui opposaient les membres de l'U.P.C. à ceux des mouvements administratifs ou pro-administratifs, les premiers étaient arrêtés, maltraités et condamnés.

M. SERAPHIN, représentant de Haïti au comité permanent des pétitions n'avait pas tort lorsqu'il constatait le 8 février 1956 : "Les membres des groupes anti-U.P.C. ont bénéficié d'un traitement de faveur. Quand des rixes ont éclaté entre des membres de l'U.P.C. et leurs adversaires, seuls les membres de l'UPC ont été arrêtés et jugés, alors que les membres des autres groupes n'étaient pas inquiétés. Il est difficile de comprendre l'attitude de l'Administration à cet égard; il aurait été plus naturel pour l'Administration dont le rôle est de sauvegarder la vie et les biens des habitants du territoire et qui est l'autorité responsable du maintien de la loi et de l'ordre, de punir aussi bien les membres de l'UPC que les éléments anti-UPC". (Doc. T/C.2/SR.319, p. 15).

Dans le même ordre d'idée, M. BASSAMA qui a tué et blessé des kamerunais n'est pas inquiet alors qu'un artiste, M. KAMINY Anatole, vient de purger 5 mois de détention préventive arbitraire pour un délit imaginaire alors qu'aucun indice ne permettait son arrestation et sa détention. Dans le rapport du gouvernement français on lit en effet : "Pour se dégager - il s'agit de M. BASSAMA - celui-ci tire à son tour plusieurs coups de feu. Il en résulte deux morts et plusieurs blessés légers qui s'enfuieront". Si la loi française prévoit et ordonne la... légitime défense, elle en fixe exactement les contours. Il faut qu'il y ait danger imminent pour la vie de l'attaqué et que la défense soit proportionnelle à l'agression. Or, rien ne justifiait des coups de feu de M. BASSAMA qui se trouvait enfermé tranquillement dans sa case; ensuite sa "défense" - si défense il y avait - était disproportionnée à l'agression puisqu'au lieu de tuer ou blesser celui qui "l'avait attaqué", ses coups de feu ont provoqué la mort de deux personnes et blessé "plusieurs" autres. Il est curieux que le gouvernement qui a établi avec "précision" la nomenclature des pertes humaines et des blessés, n'ait pas apporté autant de soin pour déterminer le nombre de personnes que M. BASSAMA a blessées. Ce seul cas suffit à prouver le sérieux du tableau récapitulatif des pertes annexé au dossier de l'Autorité administrante! Le journal "LE FIGARO" du 3 février 1956 parle de "une douzaine de morts à Douala parmi les manifestants" alors que le tableau récapitulatif du gouvernement français n'en mentionne que 7. De quel côté se trouve la vérité ? ... Nous confirmons quant à nous que le bilan

des pertes ne sera établi avec précision que le jour où le calme sera revenu et lorsque le mot LIBERTE aura son plein et entier sens et recevra sa véritable consécration.

c - Relation des incidents

Dans notre mémoire au Conseil d'Etat dont copie vous a été destinée nous avons apporté les rectifications aux falsifications du gouvernement français (Cf Annexe No 1 à lettre No 040/BCD/QD/AE du 10 février 1956).

- Les arguments qui y sont développés sont non seulement explicites mais encore irréfragables par le fait qu'ils sont étayés de preuves photographiques, parfaites.

- Le gouvernement français déverse des accusations calomnieuses et contradictoires contre l'U.P.C. et ses dirigeants (par ex. le fait de chiffrer à 8.000 le nombre de nos membres d'une part, et de nous imputer d'autre part tant de pertes humaines et de dégâts matériels). Il faut tout de suite souligner que M. Max Olivier Lacamp, auteur d'un article intitulé "LE PUTSCH MANQUE DE DOUALA" paru dans "Le Figaro" du 3 février 1956 indiquait à propos du chiffre des militants de l'U.P.C. : "Aujourd'hui, les 80.000 membres que comptait le parti nationaliste - ce n'est donc pas de groupes minoritaires recevant le financement communiste comme l'a déclaré le gouvernement français au reporter de New York Times (N.D.L.R. - au moment de la prise de pouvoir sont officiellement repentants." En effet comment concevoir que de minoritaires puissent organiser pendant si longtemps, soigneusement et avec tant d'adresse un complot contre une Administration qui prétend par ailleurs être suivie par toutes les populations sous les yeux bienveillants et protecteurs de celles-ci. Le dilemme est là : ou l'U.P.C. avait l'appui de la majorité de la population pour disposer de si larges moyens et dans ce cas les allégations du gouvernement français sont dénuées de tout fondement; ou alors l'U.P.C. ne représentait qu'une minorité dont l'action était limitée à certaines localités et dans ce dernier cas les dégâts matériels et les pertes humaines qui lui sont attribués prouvent la carence et l'incapacité de l'Autorité administrante.

Avec cette hypothèse, M. JAIPAL aurait raison de déclarer qu'"il y a eu manifestement mauvaise coordination des services et carence du service des renseignements" (Doc. T/C.2/SR.319, p. 10), et dans ce cas nos affirmations selon lesquelles le recrutement du personnel administratif colonial repose bien moins sur la qualité que sur l'arbitraire et les faveurs, sont confirmées.

- M. SCHEYVEN, représentant de la Belgique a déclaré le 8 février 1956 au comité permanent des pétitions : "... La Mission a pu obtenir tous les éclaircissements qu'elle souhaitait. En sa qualité de membre de la Mission, il a pris de nombreuses notes au sujet de ces désordres en s'entretenant avec les fonctionnaires français et des représentants de divers partis politiques. Il a également examiné des photographies des armes saisies par l'Administration et il a estimé, par conséquent, qu'il n'était pas nécessaire de voir les armes elles-mêmes".

1) Eclaircissements nécessaires! Comment peut-on autrement que par procédés de préjugés - incompatibles avec l'observation scientifique, base de toute instruction judiciaire ou arbitrale - avoir des "éclaircissements nécessaires" dans un procès qui oppose deux groupes d'individus, en n'entendant qu'une partie? Dans un article paru en décembre 1955 dans "La Tribune de Lausanne", l'auteur écrit : "Au Cameroun, il n'y a que deux camps : L'U.P.C. d'un côté et les partis ayant pour programme la lutte anti-UPC de l'autre". Quels sont les représentants de divers partis politiques avec lesquels M. SCHEYVEN a pu s'entretenir, si ce ne sont ceux du camp anti-UPC qui avaient seuls à cette époque "l'existence légale" et reconnus comme tels par la Mission de Visite dans son communiqué du 20 octobre ? Quand bien même un criminel devrait être condamné à mort, le principe d'instruction contradictoire du droit pénal moderne lui autorise la possibilité d'articuler les moyens de preuve dont il entend user pour sa défense, avant toute sentence. Tout se passe comme si M. SCHEYVEN voudrait a priori donner tort à l'UPC pour sauvegarder la sacro-sainte alliance des puissances coloniales préconisée par M. RYCKMANS au "cercle de la France d'outre-mer" en février dernier à Paris.

2) Examen des photographies des armes saisies ...! Il est regrettable qu'un membre de la Mission de l'O.N.U. ait pu se laisser guider dans sa tâche par l'une des parties mises en cause dans les incidents de mai, en négligeant de s'entourer des garanties essentielles à l'accomplissement objectif et impartial de la mission dont l'a chargé l'organisation internationale.

Qu'est-ce qui empêchait à tout adversaire de l'U.P.C. de payer des armes, les cumuler dans un endroit, les photographier par la suite et les présenter comme "preuves à conviction" ? Il est de bon aloi - au cours de sa carrière de médecin l'un des membres du Bureau Politique de l'U.P.C., le Dr MOUMIE Félix-Roland a été appelé à prêter son concours scientifique aux magistrats instructeurs et ses avis cautionnent hautement notre déclaration - en matière de preuves criminologiques non pas de photographier isolément les instruments incriminés ou soupçonnés, mais d'en donner une image vivante, c'est-à-dire les photographier dans les mains des agresseurs et criminels, en pleine action de consommation de crimes. Dès lors, la preuve photographique a une valeur de preuve parfaite. Or, non seulement M. SCHEYVEN n'a pas cru nécessaire de vérifier les armes dont la photographie lui avait été exhibée par l'Administration, mais encore il ne s'est pas rassuré de cette garantie. Dès lors, sur quoi établir la culpabilité ou l'innocence de telle ou telle partie ?

D'autre part, l'Administration dispose de tous les moyens d'investigation modernes pour établir en matière judiciaire la culpabilité de l'U.P.C. dans ces incidents. Elle ne les a pas mis à profit. Est-ce pour autant accuser sa carence ? Pas du tout surtout lorsqu'il faut se rappeler l'intérêt qu'elle portait à cette affaire, M. Roland PRE ayant annoncé dans son premier discours devant l'ATCAM "l'extermination de l'U.P.C." (Cf lettre du Prince Daniel KEMADJOU, page 1).

- La "culpabilité" de l'U.P.C. dans ces incidents est contraire à la réalité. Nous l'avons démontré dans notre mémoire au Conseil d'Etat (Cf lettre ouverte N° 040/BCD/QD/AE du 10 février 56 à la XVIIème session du Conseil de tutelle, annexe No 1).

Nous concluons avec M. Jaipal que "du point de vue juridique, même s'ils avaient pu être arrêtés - il s'agit des dirigeants de l'U.P.C. - il n'est pas clairement établi qu'il existerait des preuves suffisantes pour qu'ils soient traduits devant le tribunal" (Doc. T/C.2/SR.319 du Conseil de tutelle, p. 10).

d - A propos du "plan d'insurrection"

"Le représentant spécial déclare que l'Administration n'a pas découvert de plan précis d'insurrection dans les archives de l'U.P.C., mais qu'il ressort clairement des documents saisis que les attaques de véhicules, les agressions contre les adhérents de partis adverses et contre la police ainsi que les autres manifestations ont suivi des consignes d'action. Les témoignages fournis par les

personnes arrêtées ont montré qu'il y a eu un plan d'action assez vague qui a été mal exécuté". (Doc. T/C.2/L.215, 10 février 1956, p. 6).

Et le même représentant continue avec cynisme que "l'arrivée du Haut Commissaire a coïncidé avec l'inauguration de la nouvelle politique du gouvernement local" (Doc. cité ibidem). Inauguration de la nouvelle politique de répression policière, judiciaire et militaire... Et c'était le personnage tout indiqué, l'homme qui a fait sa preuve en Guinée Française et au Gabon...! Or, précisément M. Daniel KEMADJOU dans sa lettre du 16 janvier 1956 annexée à la présente pétition reconnaît que la mission de M. Roland PRE était d'instaurer une politique de répression judiciaire et militaire.

Il est curieux que le gouvernement français n'ait pas exhibé un seul des documents saisis au Conseil de tutelle. Quant aux témoignages, nous savons comment et dans quelles circonstances ils se fabriquent et sont obtenus. Qu'il nous suffise de citer ce passage de la lettre du Conseiller Kemadjou pour le cristalliser : "Quant aux autochtones, écrit-il, ils vivent résignés, n'exprimant plus leurs sentiments réels, de peur d'être mis en prison" (souligné par nous Bureau Politique de l'U.P.C.). Or, on sait que "Radio-Brazzaville" affirmait dans son émission de 11 h. 30 GMT du 7 février 1956 que M. Rikhi Jaipal avait fait valoir que les "autorités françaises sont en possession de pièces prouvant que l'UPC voulait prendre le gouvernement par la force". De quelles pièces s'agit-il ? Des documents saisis - malheureusement aucun de ces prétendus documents n'est présenté ni au Conseil de tutelle, ni au Conseil d'Etat - et des "témoignages". Nous pensons quant à nous que cette carence de pièces est préjudiciable pour le prestige d'une grande Nation comme la France qui dispose d'une technique d'investigation criminalistique de grande réputation.

Voilà pourquoi après avoir démontré hautement l'illégalité des poursuites intentées contre nous et du décret du 13 juillet 1955, notre mémoire conclut : "Ainsi, ce décret dont la base légale et juridique n'est pas fondée reste un simple acte d'abus de pouvoir dont l'annulation s'impose et ce sera là justice et respect du véritable ordre public effectivement menacé par ce décret". C'est d'ailleurs l'opinion de M. Jaipal, lorsqu'il précise : "En ce qui concerne la

décision du gouvernement de dissoudre les trois partis politiques en question, il convient de tenir compte de certains faits importants. Premièrement, l'UPC n'avait aucun plan arrêté de révolte pour prendre le pouvoir dans le territoire sous tutelle. Comme le représentant spécial l'a reconnu lui-même, aucun plan d'action précis n'a été découvert". (Doc. T/C.2/SR. 319, 8 février 56 p. 10).

Donc l'argument de "prendre le gouvernement par la force" émis par le gouvernement français, repris et claironné par "Radio-Brazzaville" est le correspondant de l'adage qui dit quand "on veut tuer son chien on l'accuse de rage". Il est seulement regrettable que "Radio-Brazzaville" ait tronqué la vérité sur les intentions de M. Jaipal!...

Les observations du gouvernement français constituent en tout et pour tout un chapelet, une pyramide de mensonges, de calomnies et d'attaques à caractère personnel.

B - PRECISIONS AUX DECLARATIONS DU REPRESENTANT SPECIAL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE (Cf Document T/C.2/L.215).

Ce que l'Autorité Administrative n'ose pas dire ...

Le représentant de la France a déclaré au comité permanent des pétitions que les incidents étaient circonscrits dans des régions déterminées. Or, à notre connaissance les prisons du territoire regorgent de patriotes tant au Nord (cas de l'infirmier HAMADOU à Mokolo, MBARGA René et MOKONO Nicolas à Maroua, de nombreux foubés sont internés à Garoua, Ngaoundéré, Meiganga, etc.) qu'au Sud, l'Est et à l'Ouest-Kamerun. Il n'en serait pas autrement puisque un organe de presse française, d'essence conservateur, "LA CROIX" du 6 Avril 1955 écrivait : "Très organisée comme il se doit, elle (l'UPC) étend son action à tout le territoire".

A Fouban, la tension a été si forte qu'on s'est empressé de désigner le chef administratif SEIDOU comme "premier maire du Kamerun" (sic). Jusqu'ici des patriotes arrêtés dans cette localité au lendemain des événements attendent toujours en vain d'être jugés. Nous pourrions citer de nombreux autres cas.

La région de Bamiléké que l'on a voulu présenter comme particulièrement hostile à l'UPC n'a pas échappé aux massacres odieux, aux arrestations massives et aux incendies volontaires des cases des patriotes. Comme par hasard c'est

dans cette région que l'Administration préparait des chefs procolonialistes comme KAMGA Joseph de Bandjoun pour déclencher une nouvelle tuerie lors du passage de la Mission de Visite. Pour couronner le même plan, 500 soldats signalés d'ailleurs par un journal anglais le "Daily Times" (copie de cet article a été envoyée à l'O.N.U.) ont été cantonnés à Santa, ville limitrophe du Kamerun oriental. Pourquoi peut-on s'entourer de tant de précautions lorsqu'on sait se trouver dans une région entièrement acquise à la politique de domination coloniale ?

Dans les prisons il y a eu des morts par suite des sévices policiers et de la sous-alimentation (cas du prisonnier Michel Ngameni à Yaoundé). Il y a eu aussi des avortements provoqués par le maltraitement des femmes par les policiers. Beaucoup de détenus sont devenus ou infirmes ou estropiés des suites des blessures et fractures occasionnées par la police et les militaires (cas de Théodore MAYI MATIP actuellement détenu à Douala).

Augmentation du nombre des postes de police.

"Le représentant spécial dément en outre que le nombre des postes de police ait augmenté en 1955 (T/PET.5/804); il fait observer que le total des forces de police a même légèrement diminué" (Doc. T/C.2/L.215, p. 5).

Cette allégation est dénuée de tout fondement. Il aurait été intéressant que le représentant spécial fournisse des statistiques en ce domaine. Quant à nous, nous persistons à soutenir que le nombre des postes de police a augmenté : en effet, en 1954 la ville de Douala par exemple n'avait que 5 commissariats de police (un à Deido, un à New-Bell, puis le Commissariat Central de Bonandjo, la Police Judiciaire - Brigade de gendarmerie - et le commissariat spécial dirigé par M. VERSIERES). A partir d'avril, il a été mis sur chantier 4 postes de police supplémentaires : un à New-Bell Bassa, un à Kassalafam, un à Akwa et le 4ème à Koumassi. L'érection du poste de Kassalafam a même soulevé la protestation du Réverend Pasteur, directeur de l'Eglise protestante de la localité parce que justement ce poste était élevé sur l'emplacement de la chapelle. Nous pourrions citer d'autres chiffres concernant d'autres localités. Dans les mêmes quartiers, les enfants des écoles, faute de bâtiments suffisants, étaient contraints de faire la classe une fois par jour.

Concentration des dirigeants de l'U.P.C. à Douala

"Le représentant spécial déclare que l'Administration n'a "concentré" à Douala en 1955 qu'un seul des dirigeants de l'U.P.C. M. Félix MOUMIE (T/PET.5/805)".
(Doc. cité ibidem).

Lors de sa première tournée à Maroua le 27 janvier 1955, M. Roland PRE qualifiant les dirigeants de l'UPC de "trublions" avait déclaré qu'il allait les concentrer à Douala. Dans un article intitulé "L'ELOIGNEMENT DES TRUBLIONS", M. SENDE Jean-Paul, Rédacteur en Chef de Lumière, écrivait dans "ETOILE" (No 9, semaine du 1er au 15 février 1955) : ".... Après le cérémonial d'usage, il (M. Roland PRE) a rejoint le Palais de Justice où il voulait s'adresser aux fonctionnaires tant Africains qu'Européens ... dans un discours tout au long duquel il cherche à imposer sa personnalité.....

.....
J'ai entendu dire - c'est M. Roland PRE qui parle ainsi auxdits fonctionnaires (N.D.R.L.) - qu'il existe ici des jeunes "trublions" qui s'opposent à l'essor du pays. Mais j'éloignerai ces petits triblions, ces jeunes sots qui ne savent pas ce qu'ils font, afin qu'ils s'en aillent là où ils pourront librement exercer leurs activités". Quelques jours plus tard, ce fut une avalanche d'affectations des dirigeants et membres de l'UPC à Douala, très souvent sans l'avis et le consentement des chefs des services intéressés. Pour le cas express de Ernest OUANDIE, son inspecteur s'était opposé à son déplacement de Batouri. Malgré les interventions personnelles de M. SOPPO Priso, dans le but de le maintenir à Batouri et du Conseiller de Lom et Kadei, M. Marigoh Marcel, M. Roland PRE ne voulut rien comprendre. C'est d'ailleurs en raison de cet entêtement de M. Roland PRE que le député NININE le qualifiait d'"homme à science infuse et qui ne veut écouter personne" (Les Aspects de la France, No du 22 Avril 55). M. Kemadjou, dans sa lettre du 16 janvier 1956 au Président de la République française, écrit à ce propos : "A cette fin, le rassemblement à Douala de tous les leaders dudit parti fut ordonné."

Ces références suffisent à démentir les déclarations du représentant spécial de l'Autorité administrante.

De quand date l'adoption du Drapeau National Kamerunais ?

A propos d'incidents survenus en région Bamiléké en avril 1955, le "représentant spécial souligne que le drapeau hissé en pays bamiléké (Mbouda et Bafoussam) était celui de l'UPC présenté comme drapeau national camerounais, non celui de l'O.N.U. comme l'écrivent les pétitionnaires. Cependant, l'UPC a toujours cherché à créer une confusion entre son drapeau et celui de l'O.N.U."

Un mensonge ne peut être plus grossier. Le Drapeau National kamerunais a été adopté le 22 mai 1955 à Yaoundé comme nous l'avons prouvé par cablogramme à l'O.N.U., par la Déclaration du Bureau Politique de l'UPC à la presse internationale le 28 janvier 1956 et comme le confirme par ailleurs un tract de l'UPC en date du 30 novembre 1955 et intitulé "KAMERUN-NOTRE PATRIE". Or, les événements de la région Bamiléké ont eu lieu en avril 1955 (précisément les 8 et 24). Comment pouvait-on déjà arborer un drapeau inexistant ?

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a seulement peur de reconnaître que le gouvernement français use de tous moyens d'obstruction pour la diffusion des travaux de l'O.N.U. et pour l'application de la résolution de la IV^e session de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. C'est une preuve de plus pour démontrer la mauvaise de l'Autorité administrante.

Incidents de Mbanga

"Le représentant spécial souligne que la réunion du 22 mai de l'UPC sur la route de Mbanga était non seulement une manifestation illégale mais aussi une embuscade où l'UPC a vaincu les forces de police." (Doc. cité, page 9).

Il est regrettable qu'une minorité arrive à vaincre les forces de police armées.. à moins que ce soient des Hercules. La réalité est "Le 22 mai 1955, une autre réunion upéciste se tenait à Mbanga toujours en lieu clôturé. A nouveau la troupe intervint et sans aucune sommation, se jeta brutalement sur la foule à coups de crosse et de baïonnette blessant gravement de nombreuses personnes et saccageant toutes les cases environnantes du quartier. La photo No 2 ci-jointe qui montre la clôture saccagée et un groupe de personnes blessées recevant les premiers soins après le passage de la troupe, est une preuve matérielle de cette attaque militaire." (Annexe No 1 à lettre No 040/BCD/QD/AE du 10 février 1956, pp. 8 et 9.)

Nous avons fourni au Conseil d'Etat des photos à l'appui de nos déclarations. Or, le gouvernement français n'en a fourni aucune. Il appartient au Conseil de tutelle de savoir et dire de quel côté se trouve la réalité!

Censure postale et perquisitions domiciliaires

"Le représentant spécial déclare que la censure des télégrammes et la non transmission de ceux qui étaient de nature à troubler l'ordre public a commencé le 25 et le 30 mai et non le 23 (T/PET.5/620). Cette mesure portait également sur les télégrammes à destination de Paris et de New-York" (Doc.Cité, p.11).

Aveu de taille qui se passe de commentaire. De quel ordre public pouvait-il être question à Paris et à New-York ? De la révélation des crimes commis au Kameroun au nom de la France et de l'O.N.U. par des forbans. Au reste, où s'arrête la compétence territoriale de M. Roland PRE ? A-t-il le droit de maintenir l'ordre public à Paris ? A plus forte raison à New-York ?

Il est regrettable que le comité permanent des pétitions statuant le 21 février 1956 ait enlevé au projet de rapport du 10 février (Doc/T/C.2/L.215/Add.1) son contexte réel. Les populations kamerunaises qui suivent de près les décisions de l'ONU sont profondément touchées par cette décision. Elles expriment leur profonde gratitude aux délégations qui au sein dudit comité ont soutenu leurs aspirations à la libre disposition de leur pays.

- Il faut dire que la violation des correspondances est sévèrement réprimée par l'article 187 du Code Pénal français.

- Qu'elle constitue une atteinte au droit des autochtones des territoires sous tutelle de présenter des pétitions à l'O.N.U. et que cette mesure n'est pas conforme de facto et jure à la Charte des Nations Unies et aux Accords de tutelle.

- Qu'en matière de restrictions des libertés publiques seul le Parlement est qualifié, tel que le stipule l'article 72 de la Constitution française du 27 octobre 1946 ainsi libellé : "Dans les territoires d'outre-mer, le pouvoir législatif appartient au Parlement en ce qui concerne la législation criminelle, le régime des libertés publiques et l'organisation politique et administrative". M. Roland PRE a donc abusé des pouvoirs qui lui ont été conférés, c'est une forfaiture.

- L'article 10 du Code d'Instruction Criminelle limite le champ d'application des mesures d'exception aux fonctionnaires du pouvoir exécutif à l'urgence pour actes portant atteinte à la sûreté de l'Etat français. Or, c'est en vertu de ce texte que le gouvernement français a requis la censure postale. L'Etat français aurait-il son domaine territorial au Kamerun ? C'est une question de droit qu'il

faut élucider... c'est-à-dire qu'il faut que l'O.N.U. se prononce en toute cause si la Kamerun est partie intégrante du territoire français. Le comité permanent des pétitions en rejetant le point 23 du projet de rapport du 10 février 1956 (Doc. T/C.2/L.215.Add.1) par 3 voix contre 1 et 2 abstentions, a permis à l'Autorité administrante d'intégrer le Kamerun dans le domaine de la République Française.

En matière de perquisitions la loi française est très sévère. En principe en matière pénale, l'interprétation de la loi française est stricte : il n'est pas permis de raisonner par analogie ou par induction. Une perquisition illégale, déclarée nulle par conséquent, fait tomber en même temps tous les actes d'instruction qui sont la conséquence de tels actes telles que les recherches entreprises à leur suite. (Cf Cass. Crim. 18 février 1910, S1911.1.233; 13 février 1925 DM. 1925.179).

Au lendemain des perquisitions effectuées au mois de novembre 1954 au siège et domiciles des dirigeants de l'UPC, sous No 191-54 en date du 7 décembre 1954, le Président de l'UPC s'adressant au Procureur Général du Kamerun écrivait : "Nous pouvons résumer en cinq catégories les garanties accordées par ces lois (de 1933 et 1935) aux citoyens dans les perquisitions et saisies, ceci afin de ne pas laisser au pouvoir judiciaire carte blanche.

"1) Une première catégorie a pour but de limiter le domaine d'application des perquisitions et saisies; l'art. 87 nouveau C.I. Cr., al. 1er, rappelle qu'on ne peut recourir aux visites domiciliaires et perquisitions que s'il y a une instruction ouverte et que ces visites domiciliaires et perquisitions ne peuvent être appliquées que chez les auteurs ou complices présumés de l'infraction ou encore chez ceux qui sont présumés détenir des objets relatifs au fait incriminé.

"2) Une deuxième catégorie a trait au contrôle des perquisitions : aux termes de l'article 87 nouveau al. 4 et suivants la perquisition doit avoir lieu en présence de l'inculpé ou de son fondé de pouvoir ou des témoins, et, si la perquisition est opérée dans un domicile autre que celui de l'inculpé la loi veut aussi que la personne chez qui la perquisition doit être opérée soit invitée à y assister.

"3) Une 3ème catégorie tend à garantir la conservation de l'authenticité des objets saisis; l'article 88 nouveau exige qu'il soit dressé inventaire de ces objets, qu'ils soient clos et cachetés, si faire se peut, ou, s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, qu'ils soient mis dans un sac ou dans un vase sur lequel le Juge d'instruction attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau; et l'article 89, al. 2, par ailleurs, décide : "que les scellés ne pourront être ouverts et le dépouillement des papiers opéré qu'en présence de l'inculpé et de son conseil ou ceux dûment appelés".

"4) Une quatrième catégorie vise à empêcher les indiscretions; l'article 89 nouveau al. 1er, spécifie que, lorsqu'il y a lieu à recherche de papiers, le juge ou l'officier de police judiciaire régulièrement commis a seul le droit d'en prendre connaissance avant de procéder à la saisie; et l'article 38 nouveau al. dernier auquel renvoie, pour les cas d'instruction faite par le juge d'instruction; l'art. 88 al. dernier, de son côté, dispose que "toute communication sans autorisation de l'inculpé ou de ses ayants droit ou du destinataire d'un document provenant d'une perquisition à une personne non qualifiée par la loi pour en prendre connaissance et tout usage de cette communication sera puni de 6000 francs d'amende et de 2 mois à 2 ans d'emprisonnement.

"5) Une cinquième catégorie, enfin, a pour objet d'assurer aux ayants droit, la restitution ou, s'il s'agit de lettres ou télégrammes, la communication en original ou copie des objets saisis ce sont des dispositions qui figurent dans les derniers alinéas de l'art. 89 nouveau." (Cf Communiqué de presse de l'UPC en date du 27 avril 1955 intitulé "LES DESSOUS DES DERNIERES PERQUISITIONS" annexe, pp. 2 et 3).

Au cours et après les événements de mai 1955, rien n'a été fait pour respecter ces principes, pourtant érigés par la loi française. En conséquence, les perquisitions ayant été illégales, elles deviennent nulles d'effet et de droit et tous actes d'instruction qui s'inspireraient d'elles et des saisies faites en ces occasions tombent.

Il est seulement curieux que le comité permanent des pétitions en sa séance du 21 février 1956, en dépit de toutes les preuves patentes et des propres déclarations accusatrices du représentant de l'Autorité administrante, ait cru devoir donner raison à cette dernière.

L'O.N.U. est-elle alliée de l'UPC contre l'Autorité administrante ?

Le représentant spécial de l'Autorité administrante a déclaré "qu'il est exact que l'UPC prétende que l'ONU est son alliée contre l'Autorité administrante et qu'il est hors de doute que l'UPC ait fait beaucoup de tort à la cause des Nations Unies dans le territoire".

La Mission de l'ONU qui vient de visiter notre pays pourra dire avec quel enthousiasme les populations du Kamerun l'ont reçue. Cela seul suffit pour détruire les accusations mensongères de l'Autorité administrante. Cet accueil enthousiaste est le fruit du travail de l'UPC qui a toujours présenté aux populations kamerunaises l'ONU sous son vrai jour. C'est pourquoi nous sommes d'accord avec M. Jaipal pour nous étonner de "voir à quel point on a permis à l'UPC de présenter sous un jour inexact, dans le seul intérêt du parti, l'Organisation des Nations Unies et ce qu'elle représente." (Doc. cité, ibidem, p. 8).

Voilà, Monsieur le Secrétaire Général, les quelques précisions que l'Union des Populations du Cameroun a tenu de faire pour éclairer, si besoin était encore, l'opinion mondiale et les honorables Membres du Conseil de Tutelle.

L'U.P.C. et les populations kamerunaises regrettent l'attitude de certaines délégations de l'ONU qui placent les appétits coloniaux au devant des nobles objectifs de la Charte. Au travers de pareilles attitudes c'est tout le prestige de cette organisation qui est atteint. L'O.N.U. doit savoir que la vie de 5 millions d'habitants du Kamerun doit la préoccuper plus que la conservation désuète d'un prestige qui est du passé. Nos populations jugeront l'ONU à travers les décisions que l'actuelle session du Conseil de tutelle prendra à leur égard. Si, par excès d'impatience et d'espoir, elles recouraient à la résistance à l'oppression, l'ONU en porterait la lourde responsabilité devant la face du monde.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, avec l'assurance que vous transmettez cette requête à qui de droit en temps opportun, l'expression de notre haute considération./.

Le Président

Le Secrétaire Général

Félix-Roland MOUMIE

Ruben UM NYOBE

Les Vice-Présidents

KINGUE Abel

Ernest OUANDIE